Les GREAT Cahiers

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 86, vol. 2 *"Réfléchir à changer"* Octobre – Décembre 2023

Problèmes de développement, ODD prioritaires et performances du gouvernement

AFRO BAROMETER
Donner une voix au peuple

Pr. Massa Coulibaly

Table des matières

Résumé 1

Introduction 2

1. Problèmes de développement et ODD 2
   1.1. Les plus importants problèmes de développement 2
   1.2. ODD prioritaires 7

2. Niveaux d'atteinte des ODD 11

3. Performances du gouvernement 14
   3.1. Domaines de performances 14
   3.2. ODD et performances du gouvernement 15

4. Analyse comparative des indicateurs 17
   4.1. Evolution des plus importants problèmes de développement 17
   4.2. Dynamique des ODD prioritaires 19
   4.3. Le chemin sinueux de l'atteinte des ODD 20
   4.4. Inconstance des performances du gouvernement 22
   4.5. Le gouvernement face à l'atteinte des ODD 23

Conclusions 24

Références biliographiques 24

Résumé

Le présent rapport traite des perceptions populaires de la transition en cours au Mali. Il scrute successivement (i) les problèmes de développement et les ODD associés, (ii) les niveaux d'atteinte desdits ODD, (iii) les performances du gouvernement, et finalement (iv) l'analyse comparée des indicateurs retenus.

Sur toutes ces questions, les principales perceptions populaires issues de l'enquête Afrobarometer de juillet-août 2022 peuvent être ainsi résumées :

- ✓ les plus importants problèmes aux yeux de maliens auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer sont, entre autres, l'insécurité alimentaire (50%), l'insécurité (48%), la santé (35%), l'éducation (23%), l'eau et l'agriculture (19% chacune), la pauvreté et le chômage (18% chacun), etc.
- ✓ près de 3 maliens sur 5, 58% (62% en milieu urbain et 56% en milieu rural), priorisent l'ODD 16 relatif à la gouvernance au fronton des objectifs majeurs de développement, suivi à 50% de l'ODD 2
- ✓ des progrès appréciables sont enregistrés dans l'atteinte des ODD relatifs au logement, au genre, à l'opposé de ceux relatifs à l'éducation (seulement 47% des jeunes de 18-24 ans ont achevé le niveau primaire d'enseignement) ou à l'électricité (23% de taux d'accès)
- ✓ 42% des maliens sont victimes de pauvreté multidimensionnelle et 56% de pauvreté monétaire
- ✓ pour 3 maliens sur 5, le gouvernement est performant dans les domaines de la réduction de la criminalité ou de l'insécurité, l'amélioration des services de santé, la satisfaction des besoins d'éducation, la fourniture d'eau et de services d'assainissement, la lutte contre la corruption et la prévention des conflits violents
- ✓ pour une écrasante majorité, plus de 7 maliens sur 10, le gouvernement pêche dans la stabilité des prix, la réduction des inégalités riches-pauvres, la fourniture d'électricité, le changement climatique, l'amélioration des conditions de vie des pauvres et la protection de l'environnement
- ✓ bien que faisant mieux que ses prédécesseurs, le gouvernement actuel devrait s'atteler davantage à la lutte contre la pauvreté et les inégalités, à la création d'emplois et la fourniture fiable d'électricité.

Il faut rappeler qu'Afrobarometer est un réseau de recherche africain en sciences sociales. Il mesure l'opinion publique sur les questions clés politiques, sociales et économiques. Les données sont obtenues par entretiens en face-à-face dans les langues officielles et nationales avec des échantillons représentatifs (www.afrobarometer.org) des citoyens africains âgés de 18 ans ou plus. Le présent rapport est basé sur le traitement de données de certaines questions du questionnaire portant dans son ensemble sur "La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali" avec les enquêtes de terrain menées du 06 juillet au 14 août 2022. Les résultats sont fiables avec une marge d'erreur de ±2.5% à un niveau de confiance d'au moins 95%.

Introduction

En juillet-août 2022, il a été mené sur le terrain une enquête Afrobarometer au titre du round 9 pour traquer les perceptions populaires des maliens sur "La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali". L'enquête a touché au total 1200 individus âgés de 18 ans ou plus dans les 8 régions du Mali ainsi que dans le district de Bamako, dont 50% de femmes.

Le présent rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1200 répondants. Ces perceptions ont plus précisément trait aux plus importants problèmes auxquels le pays est confronté et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer.

1. Problèmes de développement et ODD

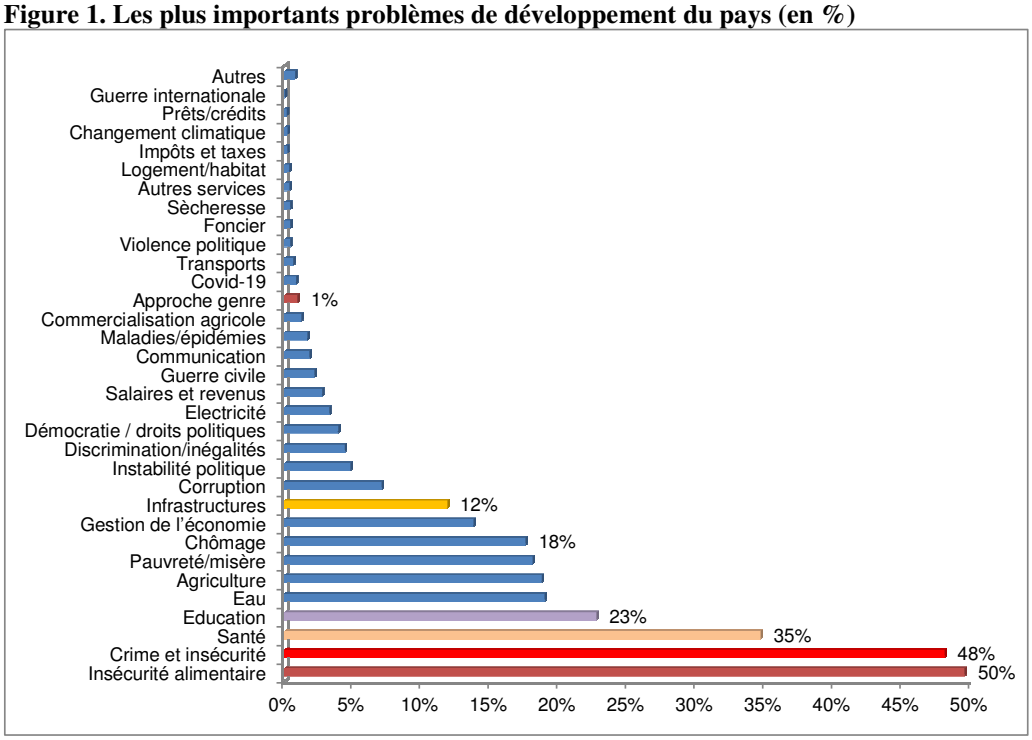
Une liste non exhaustive de 33 problèmes auxquels le pays est confronté et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer a été tirée des réponses des participants à l'enquête Afrobarometer, lesquels participants devaient donner d'eux-mêmes sans qu'aucune option de réponse ne leur soit lue trois plus importants problèmes à leurs yeux. Ces plus importants problèmes ont été séries en 7 grands domaines

- ✓ économie (revenu, chômage, pauvreté, impôts et taxes, crédit, gestion de l'économie)
- ✓ agriculture/alimentation (insécurité alimentaire, sècheresse, foncier, commercialisation agricole, etc.)
- ✓ infrastructures (transports, communication, routes)
- ✓ services publics (éducation, logement, eau et électricité, enfants dans la rue, etc.)
- ✓ santé (maladies, Covid-19, Sida, etc.)
- ✓ gouvernance (insécurité, corruption, violence et autres tensions, discrimination, genre, démocratie, guerre)
- ✓ autres (e.g. le changement climatique ou l'absence de tout problème de développement).

1.1. Les plus importants problèmes de développement

De tous les 33 problèmes répertoriés, une dizaine ont chacun un score de plus de 10%, ce sont l'insécurité alimentaire (50%), l'insécurité (48%), la santé (35%), l'éducation (23%), l'eau et l'agriculture (19% chacune), la pauvreté et le chômage (18% chacun), la gestion de l'économie (14%) et les infrastructures (12%). Deux problèmes suivent avec des scores de 7% respectivement, à savoir la corruption et l'instabilité politique. La vingtaine de problèmes restants comprend, entre autres, les inégalités, la démocratie, l'électricité, les revenus, les transports, les droits des femmes, la Covid-19, etc. Les problèmes qui enregistrent moins de 1% de suffrage englobent le foncier, la sècheresse, le logement, la fiscalité, le crédit ou encore le changement climatique.

Figure 1. Les plus importants problèmes de développement du pays (en %)



Quand on analyse par région, il ressort que l'insécurité alimentaire est la première préoccupation des régions peuplées de Koulikoro et Sikasso, avec des écarts de score assez significatifs par rapport à leur seconde préoccupation, à savoir l'insécurité (à 14 points de pourcentage à Koulikoro) et la santé (18 points à Sikasso). Partout ailleurs, l'insécurité est le plus important problème auquel les populations des autres régions sont confrontées, avec des scores plus ou moins élevés, 71% dans les régions du nord (Tombouctou, Gao et Kidal), 70% dans la région centre de Mopti et 59% à Ségou. Ce sont justement ces régions qui sont le plus en proie au terrorisme et autres conflits violents, régions qui placent toutes en seconde préoccupation l'insécurité alimentaire. L'éducation est une préoccupation majeure à Bamako, loin devant toutes les autres régions et à 11 points de pourcentage d'écart de la moyenne nationale, 20 points de Mopti. Le chômage particularise également cette région, 5ème préoccupation régionale contre le 8ème rang national, 31% de score à 13 points de pourcentage au-dessus de la moyenne du pays. L'agriculture qui est à 19% de score national en est à 41% à Sikasso soit leur deuxième problème après l'insécurité alimentaire, ce qui fait de cette région un paradoxe de grande production agricole accompagnée de famine ou de risque permanent de famine et probablement de malnutrition aussi surtout des enfants et des femmes. Vers le bas du classement, il faut signaler que les inégalités semblent plus préoccupantes à Kayes que partout ailleurs, 4 fois plus que le score national. De même, les maladies et autres épidémies singulaisent quelque peu les régions de Ségou et de Mopti. Les problèmes fonciers touchent Bamako (foncier non agricole surtout) et Sikasso (surtout agricole), la sècheresse au nord et quelque peu à Ségou, 3% respectivement 1% avec 0% presque partout ailleurs. Enfin, le changement climatique est plus réel à Kayes (1%) que partout ailleurs (0%).

Tableau 1. Les plus importants problèmes de développement du pays par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou-Gao-Kidal	Bamako	Total
Insécurité alimentaire	37%	57%	53%	41%	66%	59%	40%	50%
Crime et insécurité	43%	43%	30%	59%	70%	71%	47%	48%
Santé	40%	43%	35%	25%	26%	19%	40%	35%
Education	28%	26%	16%	19%	14%	16%	34%	23%
Eau	22%	20%	32%	18%	10%	13%	4%	19%
Agriculture	7%	13%	41%	31%	11%	19%	1%	19%
Pauvreté/misère	16%	16%	14%	23%	29%	25%	13%	18%
Chômage	19%	22%	16%	6%	9%	13%	31%	18%
Gestion de l'économie	17%	7%	14%	15%	14%	12%	19%	14%
Infrastructures	16%	15%	12%	17%	3%	5%	6%	12%
Corruption	7%	6%	4%	4%	8%	10%	13%	7%
Instabilité politique	6%	3%	4%	7%	7%	5%	4%	5%
Discrimination/inégalités	12%	3%	3%	1%	2%	2%	7%	4%
Démocratie / droits politiques	5%	2%	1%	3%	9%	7%	8%	4%
Electricité	3%	5%	3%	2%	2%	0%	4%	3%
Salaires et revenus	2%	1%	2%	8%	1%	0%	3%	3%
Guerre civile	1%	3%	1%	5%	1%	0%	3%	2%
Communication	2%	2%	4%	0%	3%	0%	1%	2%
Maladies/épidémies	0%	0%	0%	6%	5%	0%	2%	2%
Commercialisation agricole	3%	1%	2%	1%	0%	0%	1%	1%
Approche genre	1%	0%	1%	1%	1%	2%	1%	1%
Covid-19	0%	0%	0%	2%	0%	0%	3%	1%
Transports	1%	1%	1%	0%	0%	1%	0%	1%
Violence politique	0%	0%	0%	1%	1%	0%	1%	0%
Foncier	0%	0%	1%	0%	0%	0%	2%	0%
Sècheresse	0%	0%	0%	1%	0%	3%	0%	0%
Autres services	0%	1%	0%	1%	0%	0%	0%	0%
Logement/habitat	0%	1%	0%	0%	0%	0%	1%	0%
Impôts et taxes	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Changement climatique	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Prêts/crédits	0%	0%	0%	1%	0%	1%	0%	0%
Guerre internationale	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Autres	2%	0%	1%	0%	1%	0%	2%	1%

La primauté de l'insécurité alimentaire au fronton des plus importants problèmes de développement du pays a été induite par les ruraux et surtout les femmes, 51% respectivement 55% contre un score moyen national de 50%. Les urbains et les hommes la font surclasser par l'insécurité, 49% et 55% pour une moyenne nationale de 48%. La santé préoccupe quasiment dans les mêmes proportions indépendamment du milieu et du sexe, entre 33 et 36% pour 35% de moyenne. L'éducation préoccupe beaucoup plus les urbains alors même qu'ils ont infiniment plus d'offre d'infrastructures et de services, sans doute parce que les niveaux secondaire et supérieur de l'enseignement sont assez concentrés dans les villes plus qu'à la campagne, les politiques récentes d'éducation ayant privilégié l'enseignement fondamental sur tous les autres ordres d'enseignement sous les coupes budgétaires et la libéralisation du secteur sous le commandement de l'ajustement structurel à l'initiative du FMI et de la Banque mondiale. Le chômage hante davantage les urbains que les ruraux, tout comme la corruption. A l'inverse, l'agriculture est davantage une préoccupation rurale qu'autre, ainsi que l'eau et dans une moindre mesure la pauvreté qui préoccupe encore plus les femmes que les hommes, faisant porter par la femme rurale le visage de la misère.

Tableau 2. Les plus importants problèmes de développement du pays par milieu et sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Insécurité alimentaire	46%	51%	45%	55%	50%
Crime et insécurité	49%	48%	55%	40%	48%
Santé	36%	34%	33%	36%	35%
Education	30%	20%	23%	22%	23%
Eau	8%	22%	15%	23%	19%
Agriculture	4%	24%	22%	15%	19%
Pauvreté/misère	16%	19%	14%	23%	18%
Chômage	29%	14%	17%	18%	18%
Gestion de l'économie	18%	12%	13%	15%	14%
Infrastructures	6%	14%	11%	12%	12%
Corruption	11%	6%	9%	5%	7%
Instabilité politique	4%	5%	5%	4%	5%
Discrimination/inégalités	6%	4%	5%	3%	4%
Démocratie / droits politiques	7%	3%	6%	2%	4%
Electricité	4%	3%	3%	3%	3%
Salaires et revenus	3%	3%	1%	4%	3%
Guerre civile	3%	2%	2%	3%	2%
Communication	1%	2%	3%	1%	2%
Maladies/épidémies	2%	1%	1%	2%	2%
Commercialisation agricole	0%	1%	1%	1%	1%
Approche genre	1%	1%	0%	2%	1%
Covid-19	2%	0%	1%	1%	1%
Transports	0%	1%	1%	1%	1%
Violence politique	1%	0%	0%	1%	0%
Foncier	1%	0%	1%	0%	0%
Sècheresse	0%	1%	1%	0%	0%
Autres services	0%	0%	0%	0%	0%
Logement/habitat	0%	0%	0%	0%	0%
Impôts et taxes	0%	0%	0%	0%	0%
Changement climatique	0%	0%	0%	0%	0%
Prêts/crédits	0%	0%	0%	0%	0%
Guerre internationale	0%	0%	0%	0%	0%
Autres	1%	1%	1%	1%	1%

Par classe d'âge, les jeunes (18-35 ans) paraissent plus préoccupés par l'insécurité alimentaire que leurs ainés, 55% (les 18-25 ans) et 51% (les 26-35 ans). Ces jeunes sont en outre plus préoccupés par le chômage et la gestion de l'économie que les autres groupes d'âge, alors qu'ils se préoccupent beaucoup moins de l'agriculture dont le caractère rudimentaire des pratiques culturales est de nature à décourager plus d'un jeune porté naturellement sur le progrès, la productivité, avec moins de pénibilité physique dans l'effort.

Tableau 3. Les plus importants problèmes de développement du pays selon l'âge (en %)

	18-25 ans	26-35 ans	36-45 ans	46-55 ans	Plus de 55 ans	Total
Insécurité alimentaire	55%	51%	50%	42%	48%	50%
Crime et insécurité	49%	48%	47%	50%	47%	48%
Santé	33%	35%	36%	33%	35%	35%
Education	20%	25%	24%	22%	22%	23%
Eau	17%	19%	17%	25%	18%	19%
Agriculture	8%	15%	19%	26%	27%	19%
Pauvreté/misère	19%	18%	18%	18%	17%	18%
Chômage	26%	15%	17%	18%	13%	18%
Gestion de l'économie	14%	20%	11%	9%	12%	14%
Infrastructures	11%	9%	12%	14%	14%	12%
Corruption	6%	6%	12%	4%	6%	7%
Instabilité politique	5%	3%	4%	4%	8%	5%
Discrimination/inégalités	3%	4%	3%	5%	7%	4%
Démocratie / droits politiques	4%	4%	5%	3%	4%	4%
Electricité	2%	4%	3%	2%	5%	3%
Salaires et revenus	5%	2%	2%	3%	1%	3%
Guerre civile	5%	2%	2%	2%	1%	2%
Communication	0%	2%	2%	4%	1%	2%
Maladies/épidémies	1%	1%	3%	1%	2%	2%
Commercialisation agricole	1%	2%	1%	2%	1%	1%
Approche genre	0%	2%	1%	1%	1%	1%
Covid-19	1%	1%	1%	1%	1%	1%
Transports	1%	2%	0%	0%	0%	1%
Violence politique	1%	1%	0%	0%	0%	0%
Foncier	0%	1%	0%	0%	1%	0%
Sècheresse	1%	0%	0%	1%	1%	0%
Autres services	1%	1%	0%	0%	0%	0%
Logement/habitat	0%	0%	1%	0%	0%	0%
Impôts et taxes	0%	0%	0%	2%	0%	0%
Changement climatique	0%	1%	0%	0%	0%	0%
Prêts/crédits	0%	0%	0%	1%	0%	0%
Guerre internationale	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Autres	2%	1%	1%	1%	0%	1%

Le fait que le Mali soit majoritairement un pays d'analphabètes explique que le citoyen se préoccupe davantage de manger à sa faim que de sécurité qui préoccupe les instruits d'au moins niveau secondaire. Au niveau postsecondaire, la famine est à 27 points de pourcentage de moins que l'insécurité (40% contre 67%). A ce niveau encore, la corruption est un problème bien plus important (19% de suffrage) que les infrastructures (6%) ou l'agriculture ou encore la pauvreté (9% chacune). Les inégalités la préoccupent également bien plus que les autres (9% contre 4% de moyenne nationale).

Tableau 4. Les plus importants problèmes de développement du pays par niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Primaire	Secondaire	Postsecondaire	Total
Insécurité alimentaire	53%	49%	42%	40%	50%
Crime et insécurité	43%	48%	56%	67%	48%
Santé	36%	35%	30%	33%	35%
Education	21%	21%	30%	29%	23%
Eau	23%	18%	10%	10%	19%
Agriculture	22%	17%	14%	9%	19%
Pauvreté/misère	19%	23%	11%	9%	18%
Chômage	13%	16%	33%	25%	18%
Gestion de l'économie	14%	12%	12%	20%	14%
Infrastructures	14%	10%	11%	6%	12%
Corruption	6%	4%	9%	19%	7%
Instabilité politique	6%	3%	3%	4%	5%
Discrimination/inégalités	4%	5%	1%	9%	4%
Démocratie / droits politiques	3%	7%	1%	6%	4%
Electricité	2%	5%	4%	2%	3%
Salaires et revenus	3%	2%	3%	3%	3%
Guerre civile	2%	1%	5%	1%	2%
Communication	2%	3%	2%	0%	2%
Maladies/épidémies	2%	1%	2%	1%	2%
Commercialisation agricole	1%	2%	0%	0%	1%
Approche genre	1%	1%	0%	0%	1%
Covid-19	0%	1%	4%	0%	1%
Transports	0%	2%	1%	0%	1%
Violence politique	0%	0%	2%	1%	0%
Foncier	0%	0%	0%	1%	0%
Sècheresse	1%	0%	0%	0%	0%
Autres services	0%	0%	0%	1%	0%
Logement/habitat	0%	0%	1%	1%	0%
Impôts et taxes	0%	0%	0%	0%	0%
Changement climatique	0%	1%	0%	0%	0%
Prêts/crédits	0%	0%	0%	0%	0%
Guerre internationale	0%	0%	0%	0%	0%
Autres	1%	1%	2%	0%	1%

1.2. ODD prioritaires

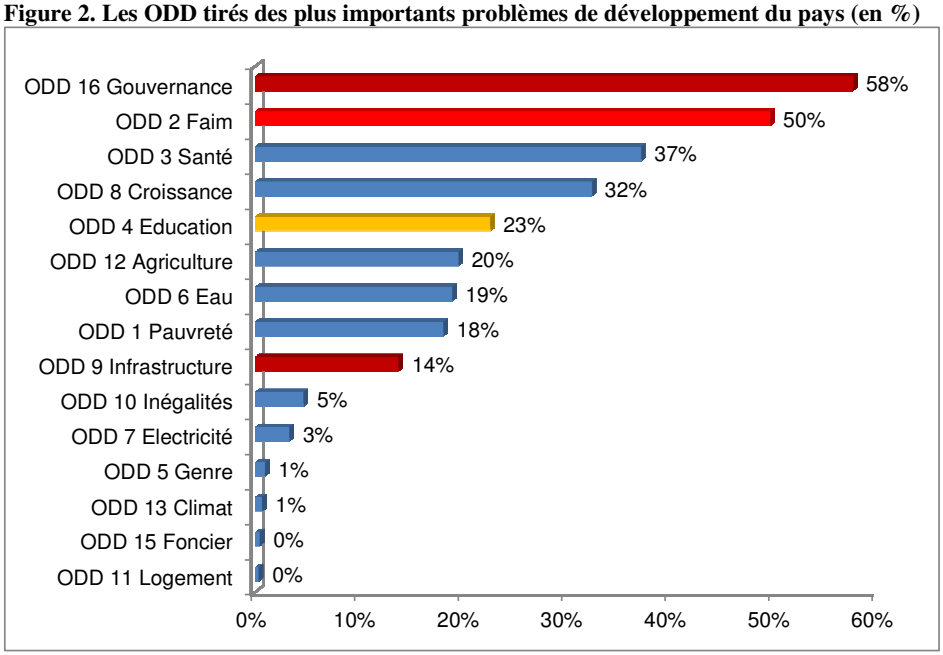
Pour passer des problèmes de développement aux ODD, nous avons procédé à un traitement des réponses de sorte à les faire correspondre aux cibles (voire aux indicateurs) des ODD. Ainsi, pour l'ODD 1 relatif à la pauvreté, ce sont les options de réponses telles que la pauvreté/misère, les enfants dans la rue et autres services publics. Un tableau de correspondances a ainsi été établi pour tous les ODD à l'exception de l'ODD 14 portant sur les mers et océans (le Mali n'ayant pas de littoral, enclavé au Sahel avec une distance d'au moins 700 km de la mer) et de l'ODD 17 relatif au partenariat international (faute d'options de réponses enregistrées).

Tableau 5. Etablissement des ODD à partir des plus importants problèmes de développement du pays

Problèmes de développement	**ODD correspondants**
Pauvreté/misère	ODD 1. Eradication de la pauvreté
Orphelins / enfants dans la rue / enfants sans-abri	
Autres services publics	
Insécurité alimentaire / famine	ODD 2. Lutte contre la faim
Santé	ODD 3. Accès à la santé
Sida	
Maladies / épidémies	
Covid-19	
Education	ODD 4. Accès à une éducation de qualité
Approche genre / droit de la femme	ODD 5. Egalité entre les sexes
Eau	ODD 6. Accès à l'eau salubre et à l'assainissement
Electricité	ODD 7. Recours aux énergies renouvelables
Gestion de l'économie	ODD 8. Accès à des emplois décents
Salaires et revenus	
Chômage	
Prêts / crédits	
Transports	ODD 9. Innovation et infrastructures
Communication	
Infrastructures routières	
Impôts et taxes	ODD 10. Réduction des inégalités
Discrimination / inégalité	
Logement / habitat	ODD 11. Villes et communautés durables
Agriculture	ODD 12. Une consommation et une production durables
Commercialisation agricole	
Sècheresse	ODD 13. Lutte contre le changement climatique
Changements climatiques	
Foncier	ODD 15. Protection de la faune et de la flore terrestres
Crime et insécurité	ODD 16. Justice et paix
Corruption	
Violence politique	
Instabilité politique /divisions politiques /tensions ethniques	
Démocratie / droits politiques	
Guerre (internationale)	
Guerre civile	

Ainsi constitués, l'ODD 16 relatif ici à la gouvernance vient en tête de tous les autres, 58%, à 8 points de pourcentage devant l'ODD 2 portant justement sur la faim ou l'insécurité alimentaire. Ces deux premiers sont suivis de la santé et de la croissance, 37% respectivement 32%. L'éducation occupe une position médiane (ODD 4) suivie des ODD 12 (agriculture), 6 (eau) et 1 (pauvreté) et enfin l'ODD 9 (infrastructures) à 14%. Les ODD les moins cotés vont des inégalités (ODD 10) au logement (ODD 11) en passant par les ODD 7 (électricité), 5 (genre), 13 (climat) et 15 (foncier), avec des scores entre 0 et 5%.

Figure 2. Les ODD tirés des plus importants problèmes de développement du pays (en %)



Tout comme pour les problèmes de développement, pour les ODD aussi, ce sont les régions peuplées de Koulikoro et de Sikasso qui mettent l'ODD 2 (faim) devant l'ODD 16 (gouvernance), lequel ODD 2 n'est même pas au second rang dans les régions de Kayes (3ème rang plutôt) et de Bamako (4ème). Les secondes places d'ODD de ces deux régions sont occupées par la santé à Kayes et la croissance à Bamako en lien justement avec les préoccupations de chômage, ODD 8 suivie ici de l'ODD 3 (santé). Eradiquer la pauvreté est un souci majeur à Mopti (29% de suffrage et 4ème plus important ODD) et dans les 3 régions du nord (25% respectivement 3ème ex-æquo avec l'ODD 8 (croissance ou plein emploi). L'ODD 10 (inégalités réduites) marque la particularité de Kayes par rapport aux autres régions (13% contre 1 à 8% partout ailleurs avec une moyenne nationale de 5%).

Tableau 6. Les ODD prioritaires par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou-Gao-Kidal	Bamako	Total
ODD 16 Gouvernance	54%	51%	35%	69%	84%	75%	65%	58%
ODD 2 Faim	38%	57%	53%	41%	66%	59%	40%	50%
ODD 3 Santé	40%	43%	35%	34%	31%	19%	46%	37%
ODD 8 Croissance	37%	29%	29%	29%	23%	25%	52%	32%
ODD 4 Education	27%	26%	16%	19%	14%	16%	34%	23%
ODD 12 Agriculture	10%	14%	42%	31%	11%	19%	2%	20%
ODD 6 Eau	22%	20%	32%	18%	10%	13%	4%	19%
ODD 1 Pauvreté	16%	17%	14%	23%	29%	25%	13%	18%
ODD 9 Infrastructure	19%	17%	15%	17%	5%	6%	7%	14%
ODD 10 Inégalités	13%	3%	3%	1%	2%	2%	8%	5%
ODD 7 Electricité	3%	5%	3%	2%	2%	0%	4%	3%
ODD 5 Genre	1%	0%	1%	1%	1%	2%	1%	1%
ODD 13 Climat	1%	0%	0%	1%	0%	3%	0%	1%
ODD 15 Foncier	0%	0%	1%	0%	0%	0%	2%	0%
ODD 11 Logement	0%	1%	0%	0%	0%	0%	1%	0%

Quel que soit le milieu de résidence, l'ODD 16 relatif à la gouvernance est l'ODD prirotaire des maliens, à 62% en milieu urbain et 56% en milieu rural. Par contre, par sexe, il ne l'est que chez les hommes (66% contre seulement 49% les femmes), les femmes lui préférant l'ODD 2 (la faim) à 55% contre seulement 49% l'ODD 16. La croissance et/ou le plein emploi (ODD 8) est l'affaire des urbains (41% et 3ème rang) à près de 20 points de pourcentage d'écart des ruraux (28%) qui mettent la santé en 3ème position. Naturellement, l'ODD 12 (agriculture)

serait un objectif important de développement durable pour les ruraux (25% et 5ème rang) alors que cet objectif se situe à la 10ème place sur 15 chez les urbains.

Tableau 7. Les ODD prioritaires par milieu et sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
ODD 16 Gouvernance	62%	56%	66%	49%	58%
ODD 2 Faim	46%	51%	45%	55%	50%
ODD 3 Santé	41%	36%	36%	39%	37%
ODD 8 Croissance	47%	28%	30%	36%	32%
ODD 4 Education	31%	20%	23%	22%	23%
ODD 12 Agriculture	4%	25%	23%	16%	20%
ODD 6 Eau	8%	23%	15%	23%	19%
ODD 1 Pauvreté	15%	19%	14%	23%	18%
ODD 9 Infrastructure	7%	16%	14%	14%	14%
ODD 10 Inégalités	6%	4%	6%	3%	5%
ODD 7 Electricité	4%	3%	3%	3%	3%
ODD 5 Genre	1%	1%	0%	2%	1%
ODD 13 Climat	0%	1%	1%	1%	1%
ODD 15 Foncier	1%	0%	1%	0%	0%
ODD 11 Logement	0%	0%	0%	0%	0%

La primauté de l'ODD 16 ne souffre d'aucune discrimination générationnelle avec seulement des amplitudes de suffrage variables selon les tranches d'âge, amplitudes augmentant légèrement avec l'âge. L'ODD 16 est suivi, au second rang, de l'ODD 2 quel que soit l'âge avec une importance en baisse le long des âges. Bien naturellement l'ODD 8 est un objectif poursuivi beaucoup plus par les jeunes que par leurs ainés (42% les 18-25 ans contre 26 à 36% chez les autres). L'importance de l'ODD 12 (agriculture) croit avec l'âge, de 9% chez les 18-25 ans à 27% les plus de 55 ans qui d'ailleurs classent cet ODD devant les ODD 8 et 4. Poursuivre la réduction des inégalités est beaucoup plus l'affaire des plus de 45 ans, 7% contre 3 à 4% les autres groupes d'âge.

Tableau 8. Les ODD prioritaires selon l'âge (en %)

	18-25 ans	26-35 ans	36-45 ans	46-55 ans	Plus de 55 ans	Total
ODD 16 Gouvernance	58%	57%	57%	58%	59%	58%
ODD 2 Faim	55%	51%	50%	42%	48%	50%
ODD 3 Santé	35%	37%	40%	35%	38%	37%
ODD 8 Croissance	42%	36%	28%	31%	26%	32%
ODD 4 Education	20%	24%	24%	22%	22%	23%
ODD 12 Agriculture	9%	17%	20%	27%	27%	20%
ODD 6 Eau	17%	20%	17%	25%	18%	19%
ODD 1 Pauvreté	19%	18%	18%	18%	17%	18%
ODD 9 Infrastructure	12%	12%	14%	17%	15%	14%
ODD 10 Inégalités	3%	4%	3%	7%	7%	5%
ODD 7 Electricité	2%	4%	3%	2%	5%	3%
ODD 5 Genre	0%	2%	1%	1%	1%	1%
ODD 13 Climat	1%	1%	0%	1%	1%	1%
ODD 15 Foncier	0%	1%	0%	0%	1%	0%
ODD 11 Logement	0%	0%	1%	0%	0%	0%

Les ODD sont prioritaires dans de relatives faibles amplitudes chez les analphabètes comparativement aux instruits, e.g. 52% pour l'ODD 16 contre 68% et 77% les citoyens de niveau d'enseignement secondaire et postsecondaire. La croissance est un objectif important à partir du niveau secondaire d'instruction à près de 20 points de pourcentage d'écart sur les autres, 45 à 47% contre 28 à 29%. L'importance des ODD portant sur l'agriculture, l'eau ou la pauvreté diminue chacun avec le niveau d'instruction.

Tableau 9. Les ODD prioritaires par niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Primaire	Secondaire	Postsecondaire	Total
ODD 16 Gouvernance	52%	56%	68%	77%	58%
ODD 2 Faim	54%	49%	43%	40%	50%
ODD 3 Santé	38%	37%	37%	34%	37%
ODD 8 Croissance	29%	28%	47%	45%	32%
ODD 4 Education	21%	21%	30%	29%	23%
ODD 12 Agriculture	23%	19%	14%	9%	20%
ODD 6 Eau	23%	18%	10%	10%	19%
ODD 1 Pauvreté	19%	23%	10%	11%	18%
ODD 9 Infrastructure	15%	14%	13%	7%	14%
ODD 10 Inégalités	4%	5%	1%	9%	5%
ODD 7 Electricité	2%	5%	4%	2%	3%
ODD 5 Genre	1%	1%	0%	0%	1%
ODD 13 Climat	1%	1%	0%	0%	1%
ODD 15 Foncier	0%	0%	0%	1%	0%
ODD 11 Logement	0%	0%	1%	1%	0%

2. Niveaux d'atteinte des ODD

Pour mesurer un tant soit peu les niveaux d'atteinte des ODD, en 2022, nous avons associé à leurs cibles voire leurs indicateurs les questions de l'enquête qui les traduisent au mieux selon notre compréhension et des ODD et des questions du questionnaire de l'enquête Afrobarometer round 9. Ainsi, deux indicateurs peuvent mesurer l'ODD 1 portant sur l'élimination de la pauvreté, à savoir la pauvreté multidimensionnelle et la pauvreté monétaire. Le manque de nourriture dans le ménage est un indicateur de la faim (ODD 2) tout comme le manque de soins de santé ou de médicaments pour l'ODD 3. Nous avons mesuré le niveau d'atteinte de l'ODD 4 selon que les jeunes de 18-24 ans aient achevé ou non, au moins, le niveau primaire d'enseignement. Exercer un emploi à plein temps rend compte de l'ODD 8. La corruption mesure le niveau d'atteinte de l'ODD 16. Ainsi, 15 des 17 ODD ont pu être mesurés par des indicateurs issus du traitement des données de l'enquête de juillet-août 2022 au Mali. Une fois établis, ces indicateurs sont mesurés au regard des scores aux questions associées après traitement de données bien sûr.

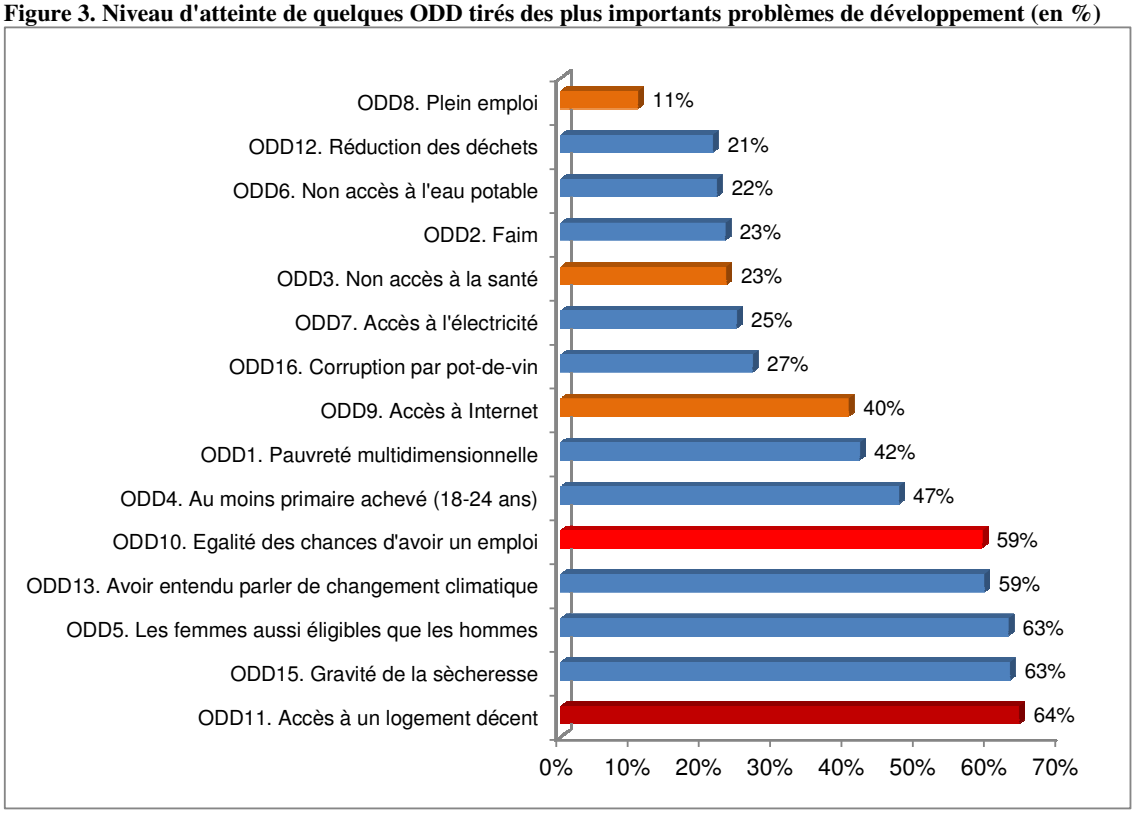
Tableau 10. Etablissement d'indicateurs de mesure des niveaux d'atteinte des ODD

ODD1	Q6A à Q6E (pauvreté multidimentionnelle) et Q6E (pauvreté monétaire)
ODD2	Q6A (nourriture insuffisante)
ODD3	Q6C (manque de soins de santé et médicaments)
ODD4	Q94 (primaire achevé au moins par les 18-24 ans)
ODD5	Q20 (les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes)
ODD6	Q6B (manquer d'eau) et Q91C (disponibilité de latrine à l'intérieur de la maison ou de la concession)
ODD7	Q92A + Q92B (raccordé à EDM et électricité disponible la plus part du temps/tout le temps)
ODD8	Q93A (exercer un emploi à plein temps)
ODD9	Q74D (s'informer par Internet au moins quelques fois par semaines y compris par le portable (Q90G+Q90I))
ODD10	Q49A et Q49B (les mêmes chances d'avoir un emploi ou de posséder/hériter des terres)
ODD11	Q103 (logement en construction moderne ou appartement)
ODD12	Q72A (pas de grave problème de pollution e.g. d'accumulation de déchets)
ODD13	Q67A (avoir entendu parler de changement climatique)
ODD15	Q66A (grave problème de sècheresse)
ODD16	Q40C ou Q41C ou Q42C ou Q43C ou Q43E (pôt-de-vin école, état civil, centre de santé, police)

Sur les 15 ODD mesurés, le Mali enregistre des résultats appréciables quant à l'accès à un logement décent (ODD 11), le genre (ODD 5) et le changement climatique (ODD 13) ainsi que l'égalité hommes-femmes devant l'emploi. Evidement et négativement, la sécheresse reste un grave problème environnemental (ODD 15) pour 63% des sondés. Sur l'éducation (ODD 4), il est à déplorer que seulement 47% des jeunes de 18-24 ans aient achevé le niveau primaire d'éducation, les autres ne l'ayant pas achevé voire n'ayant pas été inscrits à l'école à

leur âge de scolarisation. Ce résultat semble inquiétant quand on connait l'importance du capital humain dans le développement des pays surtout à l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle alors même que seulement 40% des maliens ont accès à Internet et 25% à l'électricité (via EDM – Energie du Mali). La pauvreté multidimensionnelle touche encore 42% des maliens rendant très difficile son éradication et même sa réduction significative à l'horizon 2030. Il en est de même pour la faim zéro (ODD 2) alors même que son incidence est d'encore 23%, plus de 4 millions d'être humains. L'horizon du plein emploi (ODD 8) semble encore plus lointain, en tout cas hors des limites de l'Agenda des Nations-unies. Il faut enfin signaler que 27% des sondés qui ont eu affaire à un service public (école, centre de santé, état civil ou police) ont dû verser un pot-de-vin pour satisfaire leurs besoins (ODD 16).

Figure 3. Niveau d'atteinte de quelques ODD tirés des plus importants problèmes de développement (en %)



Si 42% des maliens peuvent être victimes de pauvreté multidimensionnelle, ils sont 56% à souffrir de pauvreté monétaire. Ces deux formes de pauvreté ont des incidences particulièrement élevées dans les régions du centre (Mopti, 60 et 77%) et du nord (Tombouctou, gao et Kidal, 71% respectivement 75%, deux zones en proie au terrorisme et à l'extrémisme violent. La faim aussi y sévit plus intensément que partout ailleurs. La fermeture des écoles de 2012 à nos jours a donné les plus faibles taux d'achèvement du primaire chez les 18-24 ans dans ces zones, 22% au nord et 32% au centre contre une moyenne nationale de 47% avec 62% à Sikasso et 80% à Bamako. La corruption y est également plus forte, 42% à Mopti et 40% au nord. L'accès à l'électricité EDM n'est important qu'à Bamako, 94% des foyers contre 25% au niveau national, 24% à Koulikoro et moins de 20% partout ailleurs, en réalité 12 à 16%. Encore 22% des maliens n'ont pas accès à l'eau potable, 32% à Kayes, loin derrière l'assainissement, seulement 9% de privation de latrines, 15% à Mopti et 14% à Kayes et au nord, seulement 5% à Koulikoro région pionnaire en assainissement totalement piloté par les communautés avec l'appui de plusieurs partenaires techniques et financiers dont l'UNICEF.

Tableau 11. Niveaux d'atteinte des ODD par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou-Gao-Kidal	Bamako	Total
ODD1. Pauvreté multidimensionnelle	44%	41%	27%	35%	60%	71%	39%	42%
ODD1. Pauvreté monétaire	54%	51%	59%	52%	77%	75%	44%	56%
ODD2. Faim	21%	22%	14%	22%	39%	55%	12%	23%
ODD3. Non accès à la santé	29%	21%	16%	17%	31%	47%	19%	23%
ODD4. Au moins primaire achevé (18-24 ans)	48%	39%	62%	43%	32%	22%	80%	47%
ODD4. Au moins primaire achevé (18 ans et plus)	18%	24%	23%	23%	27%	30%	56%	28%
ODD5. Les femmes aussi éligibles que les hommes	63%	64%	65%	58%	62%	58%	65%	63%
ODD6. Non accès à l'eau potable	32%	18%	17%	25%	27%	22%	16%	22%
ODD6. Non accès à une latrine	14%	5%	10%	9%	15%	14%	1%	9%
ODD7. Accès à l'électricité	14%	24%	13%	16%	13%	12%	94%	25%
ODD8. Plein emploi	20%	11%	9%	5%	8%	9%	12%	11%
ODD9. Accès à Internet	54%	46%	29%	25%	24%	29%	68%	40%
ODD10. Egalité des chances d'avoir un emploi	61%	55%	58%	63%	59%	58%	61%	59%
ODD10. Egalité des chances de posséder/hériter des terres	39%	41%	30%	38%	38%	40%	57%	40%
ODD11. Accès à un logement décent	76%	37%	82%	55%	47%	71%	86%	64%
ODD12. Réduction des déchets	17%	26%	26%	31%	13%	17%	10%	21%
ODD13. Avoir entendu parler de changement climatique	44%	62%	78%	55%	45%	50%	65%	59%
ODD15. Gravité de la sècheresse	73%	58%	66%	57%	64%	68%	58%	63%
ODD16. Corruption par pot-de-vin	20%	21%	32%	12%	42%	40%	38%	27%

La pauvreté multidimensionnelle comme la pauvreté monétaire frappent davantage les ruraux et les femmes que les urbains et les hommes. Il faut déplorer que seulement 33% des jeunes ruraux de moins de 25 ans aient achevé le niveau primaire d'enseignement contre 75% en milieu urbain. Le quart des ruraux n'ont pas encore accès à l'eau potable ou incomplètement accès contre 14% en milieu urbain. A l'inverse, la corruption est plus présente en milieu urbain que rural. Les femmes sont à la traine, derrière les hommes, en matière d'éducation, d'emploi, d'accès Internet et d'information par rapport au changement climatique.

Tableau 12. Niveaux d'atteinte des ODD par milieu et sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
ODD1. Pauvreté multidimensionnelle	35%	44%	40%	45%	42%
ODD1. Pauvreté monétaire	46%	60%	52%	61%	56%
ODD2. Faim	15%	26%	21%	26%	23%
ODD3. Non accès à la santé	18%	25%	22%	24%	23%
ODD4. Au moins primaire achevé (18-24 ans)	75%	33%	55%	40%	47%
ODD4. Au moins primaire achevé (18 ans et plus)	53%	20%	33%	22%	28%
ODD5. Les femmes aussi éligibles que les hommes	64%	62%	61%	64%	63%
ODD6. Non accès à l'eau potable	14%	25%	21%	23%	22%
ODD6. Non accès à une latrine	1%	12%	8%	10%	9%
ODD7. Accès à l'électricité	80%	10%	26%	23%	25%
ODD8. Plein emploi	15%	9%	15%	6%	11%
ODD9. Accès à Internet	63%	33%	53%	27%	40%
ODD10. Egalité des chances d'avoir un emploi	59%	59%	61%	57%	59%
ODD10. Egalité des chances de posséder/hériter des terres	49%	37%	40%	40%	40%
ODD11. Accès à un logement décent	81%	59%	66%	63%	64%
ODD12. Réduction des déchets	14%	24%	20%	23%	21%
ODD13. Avoir entendu parler de changement climatique	65%	58%	68%	50%	59%
ODD15. Gravité de la sècheresse	56%	65%	61%	65%	63%
ODD16. Corruption par pot-de-vin	37%	23%	29%	25%	27%

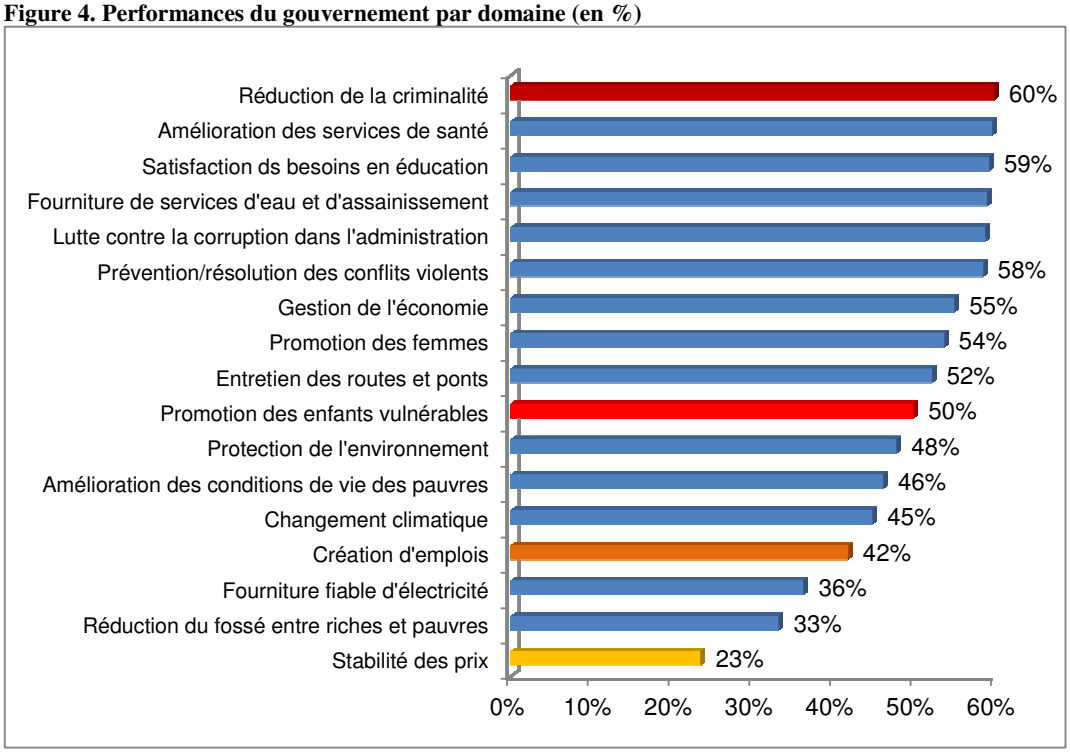
3. Performances du gouvernement

Les performances du gouvernement sont estimées en elles-mêmes ainsi qu'au regard des ODD tels qu'établis conformément aux domaines de performances retenus dans l'enquête. Elles couvrent près d'une vingtaine d'aspects des missions de tout gouvernement telles que la lutte contre l'insécurité, la stabilité des prix, la satisfaction des besoins des populations en matière de santé, d'éducation, de création d'emplois, d'électrification, de protection de l'environnement, etc. Ces domaines ont pu être mis en parallèle avec les ODD et ainsi les performances correspondantes ont pu être associées aux cibles et indicateurs des ODD associés.

3.1. Domaines de performances

En 2022, les performances du gouvernement ont pu être appréciées avec une majorité de satisfaction dans les domaines de la réduction de la criminalité ou de l'insécurité, l'amélioration des services de santé, la satisfaction des besoins d'éducation, la fourniture d'eau et de services d'assainissement, la lutte contre la corruption et la prévention des conflits violents, entre 60 et 58% d'avis favorables. Il en est ainsi de même, jusqu'à 50% d'avis favorables pour la promotion des enfants vulnérables et des femmes, l'entretien routier et la gestion de l'économie. Les faiblesses du gouvernement concernent particulièrement la stabilité des prix, seulement 23% de performances, la réduction des inégalités riches-pauvres, la fourniture d'électricité, le changement climatique, l'amélioration des conditions de vie des pauvres et la protection de l'environnement.

Figure 4. Performances du gouvernement par domaine (en %)



Lorsqu'on observe ces résultats par région, on notera que dans aucun domaine, le gouvernement n'est jugé performant dans les régions de Mopti et de Tombouctou-Gao-Kidal avec des scores généralement compris entre 10% et 30%, exceptionnellement jusqu'à plus de

40%. Les appréciations élogieuses proviennent surtout des régions de Ségou et de Kayes, y compris en matière de création d'emplois.

Tableau 13. Performances du gouvernement par domaine de performance et région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou-Gao-Kidal	Bamako	Total
Réduction de la criminalité	74%	70%	64%	62%	33%	31%	54%	60%
Amélioration des services de santé	78%	68%	63%	56%	39%	33%	52%	60%
Satisfaction des besoins en éducation	75%	76%	66%	55%	27%	33%	46%	59%
Fourniture de services d'eau et d'assainissement	67%	79%	48%	51%	44%	38%	62%	59%
Lutte contre la corruption dans l'administration	72%	74%	61%	54%	34%	31%	54%	59%
Prévention/résolution des conflits violents	65%	65%	72%	57%	30%	31%	57%	58%
Gestion de l'économie	67%	62%	50%	62%	37%	33%	53%	55%
Promotion des femmes	61%	68%	57%	56%	29%	31%	45%	54%
Entretien des routes et ponts	51%	60%	57%	54%	32%	19%	64%	52%
Promotion des enfants vulnérables	64%	64%	41%	58%	25%	32%	41%	50%
Protection de l'environnement	65%	59%	43%	55%	31%	23%	35%	48%
Amélioration des conditions de vie des pauvres	57%	54%	38%	54%	30%	27%	44%	46%
Changement climatique	61%	52%	40%	56%	25%	18%	37%	45%
Création d'emplois	57%	45%	33%	60%	26%	18%	34%	42%
Fourniture fiable d'électricité	37%	47%	24%	44%	19%	17%	48%	36%
Réduction du fossé entre riches et pauvres	40%	38%	29%	42%	26%	18%	26%	33%
Stabilité des prix	22%	26%	11%	39%	27%	12%	25%	23%

3.2. ODD et performances du gouvernement

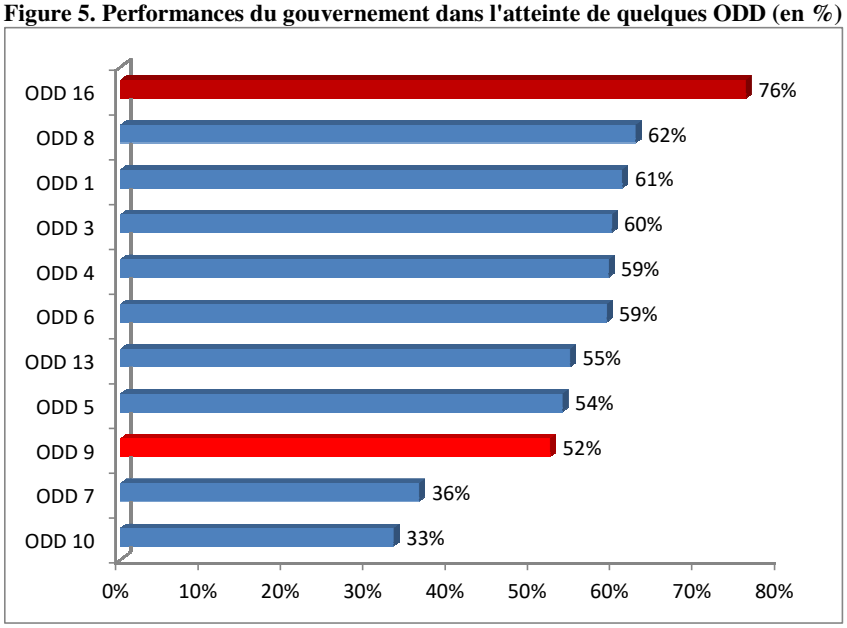
Pour mettre en parallèle les performances du gouvernement et l'atteinte des ODD, nous avons associé aux domaines de performances les ODD correspondants ne serait-ce que selon quelques cibles ou indicateurs desdits ODD. Ainsi, à l'amélioration des conditions de vie des pauvres ou le bien-être des enfants vulnérables, nous avons associé l'ODD 1. La gestion de l'économie, la création d'emplois ou encore la stabilité des prix sont associés à l'ODD 8, ainsi de suite. Mais aucun domaine de performance n'a pu être associé aux ODD 2 (la faim), 11 (l'habitat), 12 et 15 (l'environnement) et 13 (le changement climatique).

Tableau 14. Etablissement des ODD correspondant aux domaines de performance du gouvernement

	ODD correspondant
Amélioration des conditions de vie des pauvres	1
Protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables	1
Amélioration des services de santé de base	3
Satisfaction des besoins en éducation	4
Promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes	5
Fourniture de services d'eau et d'assainissement	6
Fourniture fiable d'électricité	7
Gestion de l'économie	8
Création d'emplois	8
Stabilité des prix	8
Entretien des routes et ponts	9
Réduction du fossé entre riches et pauvres	10
Résolution du problème du changement climatique	13
Reduction de la pollution et protection de l'environnement	13
Réduction de la criminalité	16
Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique	16
Prévention ou résolution des conflits violents	16

C'est au regard de cette association que le gouvernement est particulièrement performant sur l'ODD 16 et donc qu'il s'agisse de la lutte contre l'insécurité ou contre la corruption ou encore de la résolution des conflits violents. Ensuite suivent les ODD 8 ,1, 3, 4 et 6. Les ODD 13, 5 et 9 marquent le pas avant que le gouvernement ne soit particulièrement mal noté sur les ODD 7 et 10 relatifs à l'accès à l'électricité et à la réduction des inégalités, entre riches et pauvres.

Figure 5. Performances du gouvernement dans l'atteinte de quelques ODD (en %)



Quand on examine ces résultats par région, on notera que la contreperformance du gouvernement sur les ODD 7 et 10 n'est démentie dans aucune région avec des notes particulièrement mauvaises dans les régions du centre et du nord., les régions pour lesquelles du reste l'atteinte d'aucun des ODD n'est mentionnée même pas l'ODD 16 même si celui-là a son plus grand score dans ces régions, 47% partout.

Tableau 15. Performances du gouvernement dans l'atteinte des ODD par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou-Gao-Kidal	Bamako	Total
ODD 16	92%	87%	82%	66%	47%	47%	77%	76%
ODD 8	77%	69%	56%	70%	44%	40%	62%	62%
ODD 1	78%	72%	52%	61%	41%	44%	58%	61%
ODD 3	78%	68%	63%	56%	39%	33%	52%	60%
ODD 4	75%	76%	66%	55%	27%	33%	46%	59%
ODD 6	67%	79%	48%	51%	44%	38%	62%	59%
ODD 13	75%	67%	50%	57%	32%	27%	46%	55%
ODD 5	61%	68%	57%	56%	29%	31%	45%	54%
ODD 9	51%	60%	57%	54%	32%	19%	64%	52%
ODD 7	37%	47%	24%	44%	19%	17%	48%	36%
ODD 10	40%	38%	29%	42%	26%	18%	26%	33%

La contreperformance du gouvernement sur les ODD 7 et 10 n'est pas non plus démentie pour aucun milieu ni aucun sexe. L'appréciation positive sur l'ODD 9 (entretien routier) ne s'observe qu'en milieu urbain (62% contre 49% en milieu rural) tout comme celle sur l'ODD 13 (environnement ou changement climatique) n'est que pour les ruraux (56% contre 49% pour les urbains). Les femmes sont beaucoup moins enthousiastes à apprécier les performances du gouvernement que les hommes, avec des écarts assez importants, 14 à 16 points de pourcentage en moins chez elles comparativement aux hommes, sur les ODD 8 (sans doute à cause de l'inflation que les femmes ressentent beaucoup plus parce que gérantes du panier du ménage) et ODD 3 (la santé).

Tableau 16. Performances du gouvernement dans l'atteinte des ODD par mileu et sexe (en %)

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
ODD 16	77%	76%	80%	71%	76%
ODD 8	64%	62%	70%	54%	62%
ODD 1	59%	61%	65%	56%	61%
ODD 3	57%	61%	66%	52%	60%
ODD 4	55%	61%	62%	56%	59%
ODD 6	60%	59%	63%	54%	59%
ODD 13	49%	56%	58%	50%	55%
ODD 5	47%	56%	58%	49%	54%
ODD 9	62%	49%	52%	52%	52%
ODD 7	48%	32%	38%	34%	36%
ODD 10	30%	34%	38%	27%	33%

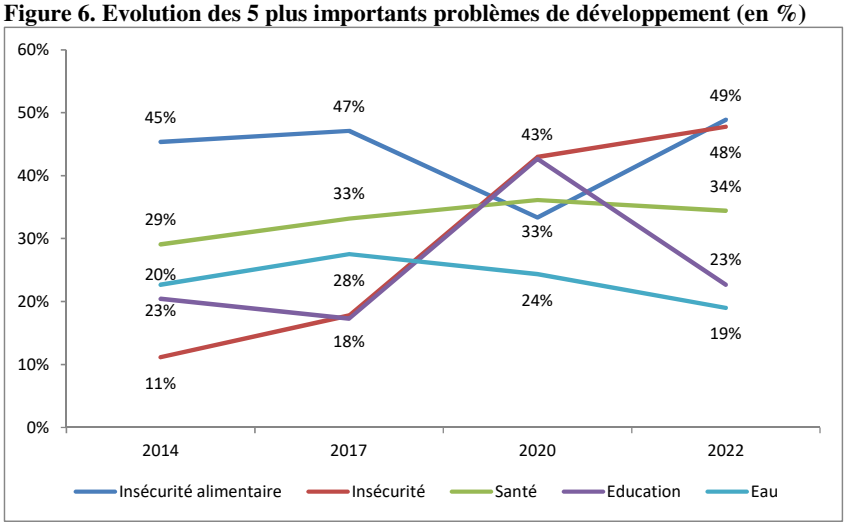
4. Analyse comparative des indicateurs

Cette section analyse 5 dynamiques sur la période jusqu'ici de l'Agenda 2030 des Nations-unies. On examine successivement les Rounds 6, 7, 8 et 9 des enquêtes Afrobarometer couvrant la période 2014-2022 recoupant assez parfaitement celle de l'Agenda 2015-2030 à mi-chemin. Les indicateurs analysés sont les plus importants problèmes de développement du pays et la dynamique des ODD associés, l'examen du chemin à mi-parcours de l'atteinte desdits ODD, l'appréciation, round après round, des performances du gouvernement et celles-ci en comparaison de l'atteinte des ODD.

4.1. Evolution des plus importants problèmes de développement

Sur la période 2014-2022, l'insécurité alimentaire voire la famine a plusieurs fois été le plus important problème auquel le pays a fait face et auquel le gouvernement devrait s'attaquer. C'est en 2020 qu'elle est supplantée par l'insécurité, en lien avec l'aggravation du conflit du nord, du jihadisme au nord et au centre et de la recrudescence des attaques terroristes presque partout dans le pays. Avec les efforts militaires contre cette insécurité, celle-ci n'est plus apparue en 2022 comme étant le plus important problème du pays mais encore l'insécurité alimentaire que certaines formes de crime ont aussi contribué à aggraver telles que le vol du bétail, l'incendie volontaire des champs et des récoltes. En 2014, l'insécurité était au 12ème rang des préoccupations des maliens, pour passer au 7ème rang en 2017, puis au 1er rang du podium des problèmes en 2020. C'est dire combien la situation sécuritaire s'est détériorée sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Kéïta, au pouvoir de 2013 à 2020. C'est dire aussi combien le coup d'Etat d'août 2020 était prévisible au regard de l'enlisement et du manque criard de perspective de venir à bout du chaos ambiant d'autant plus que le coup d'Etat de 2012 se nourrissait des mêmes ressentis militaires face à l'incurie du pouvoir d'Amadou Toumani Touré de l'époque de faire face à la guerre et aux tueries sans noms de militaires et de civils maliens. Il faut préciser que le faible rang de la préoccupation sécuritaire des populations en 2014 était compensé par l'acuité de l'instabilité politique surtout au sortir des élections présidentielle et législatives contestées de 2013, laquelle instabilité était au 3ème rang des problèmes juste derrière l'insécurité alimentaire et la santé.

Figure 6. Evolution des 5 plus importants problèmes de développement (en %)



A la seule exception donc de 2020, l'insécurité alimentaire a toujours été le plus important problème auquel les maliens ont fait face. En 2020, c'était plutôt l'insécurité, qui occupe la seconde place en 2022, à seulement un point de pourcentage de l'insécurité alimentaire. Les autres problèmes importants du pays, en dehors de l'insécurité et de l'insécurité alimentaire ont été et demeurent la santé, l'éducation, le chômage et la pauvreté. Il y a de la constance dans la problématique de la santé ainsi que du chômage (ce qui résulte du peu de résultats des actions entreprises sur leurs outputs), moins dans celle de l'éducation ou de la pauvreté. Le problème de l'eau perd sur la période quelque peu de son acuité, passant d'un score de 28% en 2017 à 19% en 2022. Il faut noter que moins l'insécurité est un problème, plus l'est l'instabilité politique, de sorte que l'une dans l'autre, le pays perd sur le terrain de la paix et de la concorde nationale. Ainsi, aux 11% à l'insécurité en 2014 sont associés les 27% de l'instabilité politique, tout comme en 2017, 18% et 19%, 43% face aux 4% de 2020. C'est dire aussi que l'insécurité cristallise la vie politique en permettant d'atténuer les rivalités entre forces politiques et de reléguer au second plan les clivages partisans pour la paix ou l'unité nationale. C'est en 2022, que la gestion de l'économie est devenue un problème relativement important, en tout cas plus important qu'il ne l'a jamais été, juste derrière la pauvreté et loin devant les infrastructures ou la corruption. La priorité accordée à la question sécuritaire semble se faire au détriment de l'économie, ce qui peut à terme compromettre les succès militaires faute de ressources et maintenir le pays dans le sous-développement pour encore plusieurs générations. De même, quoique dans une moindre mesure, la démocratie est aujourd'hui seulement pointée significativement comme étant un problème, pour 4% des maliens contre à peine 1% sur la période 2014-2020 comme si 2022 marquait un recul démocratique dans le pays, ce qui pourrait se comprendre dès lors qu'on est sous un régime militaire, lequel devrait ainsi s'attaquer non pas seulement à la question sécuritaire mais aussi à une meilleure gestion de l'économie et à la préservation des acquis démocratiques des citoyens, des partis politiques et de la société civile. Sur la question des salaires et revenus, il y a de plus en plus d'accalmie sociale, quoique relative.

Tableau 17. Les plus importants problèmes de développement dans le temps (en %)

	2014	2017	2020	2022
Insécurité alimentaire	45%	47%	33%	49%
Insécurité	11%	18%	43%	48%
Santé	29%	33%	36%	34%
Education	20%	17%	43%	23%
Eau	23%	28%	24%	19%
Agriculture	19%	17%	16%	18%
Chômage	19%	21%	18%	18%
Pauvreté/misère	20%	31%	24%	17%
Gestion de l'économie	1%	7%	6%	15%
Infrastructures	9%	7%	9%	11%
Corruption	10%	8%	8%	7%
Instabilité politique	27%	19%	4%	5%
Inégalités	4%	3%	3%	4%
Démocratie	1%	0%	1%	4%
Electricité	4%	4%	3%	4%
Salaires et revenus	13%	6%	3%	4%
Guerre civile	0%	5%	6%	2%
Communication	1%	1%	1%	2%
Maladies/épidémies	12%	1%	6%	1%
Commercialisation agricole	3%	3%	1%	1%
Approche genre	2%	1%	1%	1%
Covid-19	0%	0%	0%	1%
Transports	0%	1%	0%	1%
Sècheresse	2%	2%	1%	1%
Foncier	2%	1%	1%	1%
Logement/habitat	2%	1%	1%	0%
Autres services	3%	1%	0%	0%
Violence politique	0%	1%	1%	0%
Prêts/crédits	1%	2%	1%	0%
Impôts et taxes	1%	1%	1%	0%
Changement climatique	0%	0%	0%	0%
Guerre internationale	0%	1%	0%	0%
Enfants dans la rue	0%	1%	0%	0%
Sida	0%	0%	0%	0%
Autres	2%	4%	2%	1%

4.2. Dynamique des ODD prioritaires

En associant les ODD aux problèmes de développement, l'ODD 2 (faim zéro) a occupé la première place en 2014, 2017 et 2022, pour la céder à l'ODD 16 (gouvernance) en 2020. Ces deux ODD se partagent les deux premières places sur toute la période à l'exception notoire de 2020 où l'ODD 2 n'est qu'à la 4ème place derrière les ODD 16, 4 (éducation) et 3 (santé). Les autres ODD tout aussi importants sont relatifs à l'emploi, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, la pauvreté et les infrastructures. Sur la durée, on peut dire que le Mali gagnerait à prioriser l'ODD 16 pour asseoir les bases d'une gouvernance vertueuse intégrant à la lutte contre l'insécurité, celle contre la corruption, contre les violences politiques et autres tensions ethniques, la promotion de la démocratie et davantage de justice. Mais à y regarder de près, le déficit de gouvernance ne serait que le reflet des insuffisances du capital humain à prendre à bras-le-corps les problèmes de développement du pays. Le régime militaire fait la preuve de sa capacité à faire face aux problèmes de défense et de sécurité avec plus ou moins de réussite et dans une indépendance rarement rencontrée au Mali, des forces étrangères fussent-elles de l'ancienne puissance colonisatrice. C'est sans doute le chemin à emprunter par les autres composantes de la société, les juges et magistrats pour assainir la justice, le corps médical pour prendre à bras-le-corps la problématique de la santé des populations y compris le maintien de l'hygiène et de la propreté dans les établissements de santé, les enseignants pour mettre de l'ordre à l'école, etc., etc. Cela devrait pouvoir se faire avec une meilleure

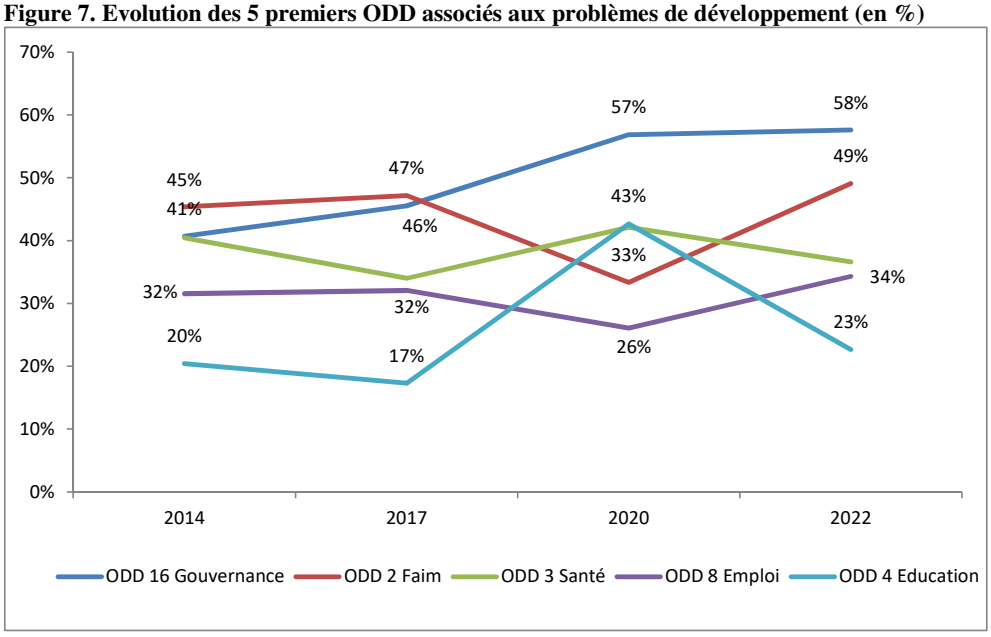
gestion des ressources disponibles, ressources à l'abri de la gabegie, avec une haute intelligence des obligations des uns et des autres envers ce pays et ses populations, intelligence qui a jusqu'ici cruellement fait défaut à la plupart des derniers dirigeants.

Tableau 18. Evolution des ODD associés aux plus importants problèmes de développement (en %)

	2014	2017	2020	2022
ODD 16	41%	46%	57%	58%
ODD 2	45%	47%	33%	49%
ODD 3	40%	34%	42%	37%
ODD 8	32%	32%	26%	34%
ODD 4	20%	17%	43%	23%
ODD 12	21%	20%	17%	19%
ODD 6	23%	28%	24%	19%
ODD 1	22%	32%	24%	17%
ODD 9	10%	9%	10%	13%
ODD 10	5%	4%	4%	4%
ODD 7	4%	4%	3%	4%
ODD 5	2%	1%	1%	1%
ODD 13	2%	2%	1%	1%
ODD 15	2%	1%	1%	1%
ODD 11	2%	1%	1%	0%

Quand on regarde l'évolution du poids accordé par les citoyens aux 5 premiers ODD, un seul marque une progression constante d'année en année le long de l'axe des priorités. Il s'agit de l'ODD 16 comme si plus il était prioritaire moins il était résolu. Les ODD 2 et 8 ont une évolution similaire, avec une hausse relative de 2014 à 2017 puis une baisse en 2020 et ensuite une hausse en 2022. Les ODD 3 et 4 évoluent également de la même manière, baisse, hausse et encore baisse, l'ODD 4 ayant des rythmes plus soutenus que l'ODD 3.

Figure 7. Evolution des 5 premiers ODD associés aux problèmes de développement (en %)



4.3. Le chemin sinueux de l'atteinte des ODD

Pour mesure les progrès vesr l'atteinte des ODD, à l'horizon 2030, nous traçons l'évolution de certains indicateurs rattachés et tels qu'ils ont pu être renseignés sur la période sous-étude. Au regard de l'ODD 1, l'éradication de la pauvreté semble un trop lointain objectif tant les progrès sont insignfiants. Ainsi, la pauvreté multidimensionnelle croit au lieu de décroitre même si en 2022, une baisse de rythme d'accroissement a été observée par rapport aux années

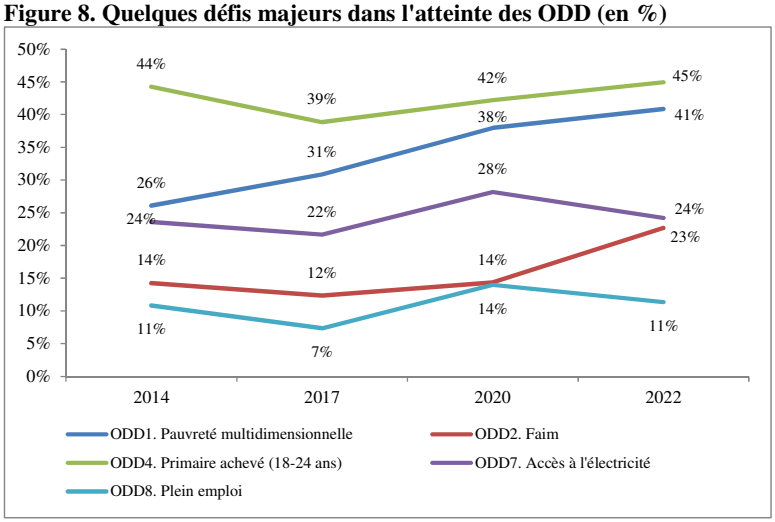
précédentes, seulement 3 points de pourcentage de hausse par rapport à 2020 contre 7 points entre 2017 et 2020 et 5 points entre 2014 et 2017. La pauvreté monétaire avait fortement grimpé en 2020 par rapport à 2017, 13 points de pourcentage puis a diminué de 10 points en 2022 mais reste particulièrement élevée de sorte que si l'objectif était de diviser par deux le niveau de référence, 55%, nous sommes assez loin du compte.

Tableau 19. Evolution des indicateurs d'atteinte des ODD associés (en %)

	2014	2017	2020	2022
ODD1. Pauvreté multidimensionnelle	26%	31%	38%	41%
ODD1. Pauvreté monétaire	55%	54%	67%	57%
ODD2. Faim	14%	12%	14%	23%
ODD3. Non accès à la santé	11%	17%	20%	21%
ODD4. Primaire achevé (18-24 ans)	44%	39%	42%	45%
ODD6. Non accès à l'eau potable	15%	21%	22%	22%
ODD6. Non accès à une latrine	14%	15%	20%	10%
ODD7. Accès à l'électricité	24%	22%	28%	24%
ODD8. Plein emploi	11%	7%	14%	11%
ODD9. Accès à Internet	6%	8%	29%	40%
ODD11. Accès à un logement décent	58%	48%	48%	63%
ODD13. Avoir entendu parler de changement climatique		64%	66%	59%
ODD16. Corruption par pot-de-vin	18%	20%	29%	26%

La faim qui n'avait qu'une prévalence de 12 à 14% jusqu'en 2020 est passée en 2022 à 23%, marquant un pas sérieux à l'atteinte de l'objectif zéro faim. Concernant la santé pour tous, ils sont encore 21% de maliens en 2022 à ne pas en avoir accès. Quant à l'éducation, seulement 45% des 18-24 ans ont au moins achevé le cycle primaire de l'enseignement formel, presqu'aucun progrès par rapport à la situation de référence, 44%, même s'il y a eu amélioration par rapport aux années antérieures, 39% en 2017 et 42% en 2020. Si des efforts importants ne sont pas maintenus dans ce secteur, le Mali risque fort d'avoir à l'horizon 2030 une jeunesse très peu éduquée et donc perméable à l'obscurantisme jihadiste et aussi main-d'œuvre bon marché à l'émigration, à ses risques et périls. Toujours plus de 20% des maliens n'ont pas accès à l'eau potable, c'est dire combien est utopique qu'un jour l'eau puisse être gratuite au Mali. Sur l'accès à l'électricité, des progrès avaient été enregistrés en 2020 avec la politique des branchements sociaux, progrès apparemment érodés en 2022 puisque le taux d'accès est passé de 28% à 24%. Il en est de même du plein emploi et de l'assainissement, ODD 8 et 6. Des progrès importants ont par contre été enregistrés dans l'accès à l'Internet même si l'accès universel n'est pas à portée de main en 2030. La prévalence actuelle de la corruption (ODD 16), certes un progrès par rapport à 2020, n'augure pas d'un assainissement véritable de l'administration de cette gangrène susceptible de saper tout progrès économique.

Figure 8. Quelques défis majeurs dans l'atteinte des ODD (en %)



4.4. Inconstance des performances du gouvernement

A la seule exception de la stabilité des prix (une perte de 2 points de pourcentage), le gouvernement actuel est plus performant que celui de 2020 sur toutes les questions de performances de gestion des problèmes du pays. Mieux, il obtient une majorité de voix positives quant à ses actions sur 9 des 14 domaines de performance en comparaison, le gouvernement de 2020 n'obtenant la majorité des suffrages dans aucun domaine, ce qui marque une régression par rapport à 2017 quand le gouvernement d'alors performait bien dans 3 domaines, à savoir l'amélioration des services de santé, la résolution des conflits et la promotion des femmes, dans chacun de ces domaines, les performances du gouvernement actuel en sont en deçà. Il obtenait 50% d'avis favorable en matière de fourniture de services d'eau et d'assainissement, contre 58% en 2022. Bien que faisant mieux que ses prédécesseurs, le gouvernement actuel devrait s'atteler davantage à la lutte contre la pauvreté et les inégalités, à la création d'emplois et la fourniture fiable d'électricité, ces domaines relèvent davantage de la gestion de l'économie qui ne semble pas être une priorité pour les pouvoirs publics du moment.

Tableau 20. Evolution des performances du gouvernement (en %)

	2014	2017	2020	2022
Amélioration des services de santé	52%	62%	42%	59%
Satisfaction ds besoins en éducation	49%	49%	13%	59%
Fourniture de services d'eau et d'assainissement	42%	50%	34%	58%
Réduction de la criminalité	50%	36%	24%	58%
Prévention/résolution des conflits violents		61%	28%	57%
Lutte contre la corruption dans l'administration	43%	26%		57%
Gestion de l'économie	43%	32%	27%	53%
Promotion des femmes		61%		53%
Entretien des routes et ponts	38%	48%	40%	52%
Amélioration des conditions de vie des pauvres	28%	25%	22%	44%
Création d'emplois	32%	25%	22%	41%
Fourniture fiable d'électricité	29%	28%	30%	35%
Réduction du fossé entre riches et pauvres	25%	20%	20%	32%
Stabilité des prix	36%	20%	24%	22%

3 questions n'ont été posées qu'au R9 (2022) et sont donc exclues de la comparaison (i) Promotion des enfants vulnérables, (ii) Changement climatique, et (iii) Protection de l'environnement.

4.5. Le gouvernement face à l'atteinte des ODD

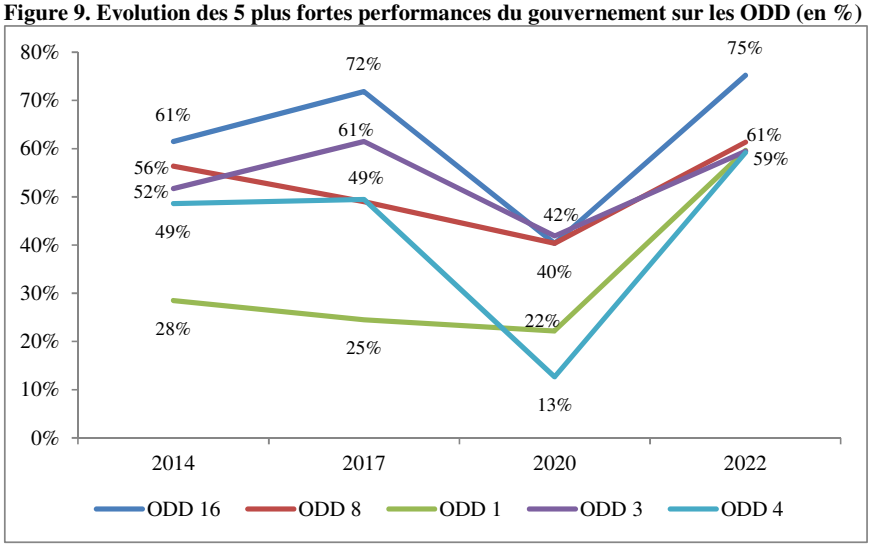
Quand on met en parallèle les performances du gouvernement et les ODD associés aux domaines spécifiés, il résulte que les progrès actuels sont tous supérieurs à ceux enregistrés deux ans plutôt. Les performances des autorités du jour sont appréciables dans 7 ODD sur 9 contre 3 sur 9 en 2014 (année de référence), 2 sur 9 en 2017 et aucun en 2020, année finalement très sombre de l'histoire du Mali. Concernant l'ODD 3 (santé), le gouvernement actuel performe moins bien que celui de 2017 tandis que sur l'ODD 16, il fait à peine mieux (75% de bien contre 72%), lequel ODD reste toutefois un objectif lointain malgré les progrès du fait de la lutte contre l'insécurité et de la baisse de la prévalence de la corruption y compris dans la famille judiciaire.

Tableau 21. Evolution des performances du gouvernement face aux ODD(en %)

	2014	2017	2020	2022
ODD 16. Justice et paix	61%	72%	40%	75%
ODD 8. Accès à des emplois décents	56%	49%	40%	61%
ODD 1. Eradication de la pauvreté	28%	25%	22%	60%
ODD 3. Accès à la santé	52%	61%	42%	59%
ODD 4. Accès à une éducation de qualité	49%	49%	13%	59%
ODD 6. Accès à l'eau salubre et à l'assainissement	42%	49%	34%	58%
ODD 9. Innovation et infrastructures	38%	48%	40%	52%
ODD 7. Recours aux énergies renouvelables	29%	28%	29%	35%
ODD 10. Réduction des inégalités	25%	20%	20%	32%

Les ODD 1 et 4 pour lesquels, les performances du gouvernement étaient très faibles en 2014, celles-ci sont apparues toutes appréciables en 2022 après avoir toutes chuté en 2020. Les mouvements successifs de hausse et de baisse des performances du gouvernement dans la gestion des domaines de développement liés aux ODD n'augurent pas de certitude quant à leur atteinte à l'horizon de l'Agenda 2030 des Nations-unies, davantage de performances sont exigées pour être au rendez-vous des Nations et ne laisser personne de côté. D'où l'interpellation du capital humain à tous les niveaux pour prendre à bras-le-corps l'avancée du Mali.

Figure 9. Evolution des 5 plus fortes performances du gouvernement sur les ODD (en %)



Conclusions

Dans l'examen de toutes les perceptions de cette enquête relatives aux problèmes de développement et ODD associés, on observe des spécificités régionales, générationnelles, selon le milieu de résidence, le sexe, le niveau d'éducation ou le statut de pauvreté des sondés. Ainsi, l'insécurité alimentaire est particulièrement prononcée dans les régions peuplées de Koulikoro et de Sikasso, l'insécurité dans les régions du nord et du centre en proie également à plus de pauvreté et de faim, le chômage à Bamako. Il est à noter et cela devrait préoccuper que le gouvernement n'est jugé majoritairement performant dans aucun domaine dans les régions de Mopti et de Tombouctou-Gao-Kidal avec des scores généralement compris entre 10% et 30%, exceptionnellement 40%. De même, l'insécurité alimentaire préoccupe davantage les ruraux et surtout les femmes, l'insécurité les urbains et les hommes. Si les hommes surclassent l'ODD 16, les femmes l'ODD 2, les urbains surtout les jeunes l'ODD 8, les ruraux l'ODD3, etc. Enfin, les ODD sont prioritaires dans de relatives faibles amplitudes chez les analphabètes comparativement aux instruits.

Sur la période 2014-2022, l'insécurité alimentaire voire la famine a plusieurs fois été le plus important problème auquel le pays a fait face et auquel le gouvernement devrait s'attaquer. C'est en 2020 qu'elle est supplantée par l'insécurité, en lien avec l'aggravation des conflits et du terrorisme. Par ODD, le Mali gagnerait à prioriser l'ODD 16 pour asseoir les bases d'une gouvernance vertueuse intégrant à la lutte contre l'insécurité, celle contre la corruption, contre les violences politiques et autres tensions ethniques, la promotion de la démocratie et davantage de justice. Mais à y regarder de près, le déficit de gouvernance ne serait que le reflet des insuffisances du capital humain à prendre à bras-le-corps les problèmes de développement du pays. Ajoutons enfin que les mouvements successifs de hausse et de baisse des performances du gouvernement dans la gestion des domaines de développement liés aux ODD n'augurent pas de certitude quant à leur atteinte à l'horizon de l'Agenda 2030 des Nations-unies, davantage de performances sont exigées pour ne laisser personne de côté. D'où l'interpellation du capital humain à tous les niveaux pour prendre à bras-le-corps l'avancée du Mali.

Références biliographiques

République du Mali (2021), Rapport sur les tendances de mise en œuvre des ODD au Mali de 2016 à 2020, mars

Pacte mondial (2020), Les 17 Objectifs de développement durable et leurs 169 cibles, 01 juin

Massa Coulibaly, Kaphalo Ségorbah Silwé, et Carolyn Logan (2018), Priorités et appréciations des citoyens, trois ans après le début des ODD, in Synthèse de Politique Afrobaromètre n° 51 | Novembre 2018

Massa Coulibaly (2018), Priorisation des problèmes de développement et des Objectifs de développement durable au Mali, in Synthèse de Politique Afrobaromètre n° 46 | Mai 2018

Avis aux auteurs

Le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) est une organisation scientifique sans appartenance partisane, regroupant des hommes et des femmes qui œuvrent pour le développement et la promotion des sciences économique et sociale au service de l'humanité. En publiant sa revue trimestrielle "***Les GREAT Cahiers***", il entend:

- ☞ développer la recherche et la capacité de recherche des chercheurs
- ☞ promouvoir la compétitivité et l'excellence
- ☞ susciter des débats féconds dans le milieu intellectuel pour promouvoir la créativité
- ☞ permettre aux jeunes talents d'émerger et de faire école
- ☞ aider à l'application de la science et de la technique au développement économique et social.

Les articles à publier doivent être en rapport avec la problématique du développement. Ce sont:

- ☞ les travaux originaux
- ☞ les résultats d'études ou d'enquêtes de terrain
- ☞ les commentaires d'articles déjà parus avec référence complète
- ☞ les comptes rendus de conférences ou séminaires
- ☞ les communications faites en conférence, séminaire et autre forum
- ☞ les propositions de recherche

Les articles soumis à "***Les GREAT Cahiers***" pour publication peuvent être soit acceptés, soit refusés, soit retournés aux auteurs pour révision. GREAT se réserve le droit d'apporter des modifications de forme sans rien changer au fond sauf après consultation et accord des auteurs.